

De notre envoyé spécial au Rwanda, Laurent Bijard

Hutus : « Si les Français nous lâchent... »

A Gysenyi se sont regroupés les débris de l'armée et les chefs civils et militaires responsables du génocide, qui ne savent pas trop s'ils doivent rire ou pleurer de la « zone humanitaire de sécurité » que les Français sont en train de créer

Même maquillés, les yeux de Julienne ont la couleur de la peur. Cette jeune monteuse de la télévision rwandaise ne se raconte plus d'histoire. Elle, qui a fui Kigali, puis Gitarama, se sent désormais prise au piège. Face au lac Kivu, elle réalise qu'il n'y aura pas d'autre fuite possible. Le Zaïre, trop déglingué, ferme ses portes. Il reste d'un côté les eaux profondes du lac, de l'autre les collines vertes où le Front patriotique rwandais progresse chaque jour un peu plus, et, comme si tout cela ne suffisait pas, il y a ce nuage incandescent qui plane au-dessus du grand volcan qui domine la frontière rwando-zaïroise. Etrange coïncidence, l'immense cratère du Nyragongo est passé au rouge au début de l'opération Turquoise. Il s'est réveillé au bruit des rangs de l'armée française. Depuis, chacun

redoute l'éruption, véritable apocalypse que les dieux finiraient par déchaîner sur la tête des Hutus en guise de punition pour les massacres commis.

Sur la plage de Gysenyi, la station balnéaire chic du Rwanda transformée en capitale retranchée, les soldats gouvernementaux traînent leur blues. Car ici, on est au cœur du réduit hutu, où se sont regroupés les restes de l'ancien régime. A des kilomètres à la ronde, pas de Tutsis. On les a tous massacrés. Pourtant, le cœur n'y est plus. Depuis l'arrivée des paras français dans la région, le moral des troupes s'est étrangement relâché. Car plus à l'est, le FPR enfonce le front. On s'attend d'un moment à l'autre à voir débouler les guerilleros à travers les bananeraies qui entourent la ville. On devient nerveux.

Il y a de plus en plus de civils éméchés et armés qui s'occupent comme ils peuvent en harcelant

ceux qui passent par là. Depuis quelques jours, on redoute des infiltrés du FPR. La rumeur veut qu'on ait arrêté un groupe d'une quinzaine de « belles », portant l'uniforme des Forces rwandaises. On les aurait identifiés grâce à un tatouage « FPR » — gravé dans le dos. La nouvelle a fait rapidement le tour de la « capitale » rwandaise. Dans toutes les maisons, les baluchons sont prêts. On couche avec la peur de se réveiller dans les matras de l'ennemi juré. C'est bien connu, le FPR attaque toujours la nuit.

Dans l'attente d'une fin annoncée, comme faut bien vivre, les petits trafics permettent encore d'alimenter la ville. Toutes sortes de produits passent la frontière zaïroise. Tout vient en fraude mais en petite quantité. Au grand dam des 150 000 déplacés qui squattent désormais la région, les places ont été multipliées par deux ou trois en quelq-

OPÉRATION TURQUOISE

L'humanitaire, un paravent ?

L'empressement de l'armée française, puis de la « cellule d'urgence » installée à Goma, avec à sa tête pour la première fois un « ambassadeur humanitaire », Yannick Gérard, commence à lasser les professionnels de l'assistance aux populations en danger. Débarquant dans une zone dont elle ne connaissait ni la situation ni les besoins, l'armée française a tout d'abord fait une démonstration de boulimie humanitaire qui en a surpris plus d'un. Elle était prête à distribuer de la nourriture à l'aveuglette dans les camps dont s'occupaient les spécialistes du CICR. « Il a fallu les retenir au ceinturon, ils ne savent pas qu'une telle distribution se prépare », s'étonne un respon-



Distribution de vivres

sable du CICR dans la région. Sur le tarmac de l'aéroport de Goma, des tonnes de biscuits et de sardines en conserve ont du mal à trouver preneur malgré les nombreux appels du pied aux ONG. C'est que ces dernières n'ont pas vraiment pour habitude de travailler d'une manière aussi directe avec l'armée. L'expérience somalienne est encore vivace dans les esprits. Ici on annonce carrément aux ONG et au CICR que « les représentants du gouvernement français coordonnent désormais l'assistance humanitaire au Rwanda ». Ce n'est peut-être pas le meilleur

leur moyen de travailler avec ces organisations. En attendant, l'aéroport de Goma se transforme chaque jour un peu plus en une base française. Le matériel de guerre débarqué des Antonov russe 124 n'a le plus souvent rien d'humanitaire, forment remarquer les ONG. Ces derniers jours, les hélicoptères étaient réquisitionnés pour des missions de transport de munitions. Et les Mirages F1 ont fait leur apparition au-dessus du lac Kivu. « Pour des repérages » selon l'armée.

Enfin, les gens de Goma commencent à s'apercevoir que les Français sont peut-être là pour rester plus longtemps que les deux mois prévus pour l'opération Turquoise. On s'installe. On recherche des villages au bord du lac Kivu. Certains habitants de Goma, ville opposée au président maréchal Mbutu, s'interrogent : ils savent qu'il y a des situations provisoires qui ont tendance à durer. Ils ont de plus en plus de doutes sur le caractère « humanitaire » de l'opération. Et beaucoup se demandent si l'armée, en annonçant la création d'une « zone humanitaire de sécurité », l'abri de blindés et de batteries de missiles Milos, ne vient pas de faire tomber son masque. L.



urs. L'essence est l'affaire des femmes qu'on sur-omme ici les « Kadhafi », « parce qu'elles ont le pé-ole ». Elles ne sont pas contentes. Même chose our les petits changeurs du kiosque Isoko, au arché. Depuis que les Français sont là, le prix du tre d'essence et celui du dollar ont baissé. L'offre st devenue trop forte. Les spéculateurs de la uerre en ont été pour leurs frais. C'est une des onséquences inattendues de l'opération Tur- uoise.

Réfugié dans les murs fraise écrasée de l'hôtel éridien - il lui devient difficile d'échapper au onfort français - le gouvernement rwandais aque à ses occupations. En exil, chez lui, dans ne sorte de « Vichy tropical », il « travaille » entre ne piscine glauque, un boulo-drome ensablé et un ar fermé. Le palace du lac Kivu, qui accueillait utrefois les fans de Dian Fossey avant eur ballade au pays des gorilles, a du nal à conserver son standing. Il donne ui-même l'impression bizarre d'abriter ne espèce en danger. Tout ce que la ribu du « Hutu Power » - nom que se lonnent les purs et durs du régime - ompte comme dignitaires défile au Mé- idien. On y croise aussi de riches com-erçants comme Félicien Kabuga, qui outiennent à bout de bras ce gouver- nement croupion. Kabuga a fait fortune dans le café au moment de la guerre en Ouganda, quand Museveni chassait Idi Amin. Il a appris le français par cor- respondance et a marié sa fille au fils Habyarimana. Il se déplace en Mercedes avec trois soldats armés jusqu'aux dents. Grâce à lui - et à quelques autres - le gouvernement peut encore compter sur un joli matelas de dollars. Car on en est à faire les fonds de tiroir.

Pourtant, les caisses de l'Etat étaient

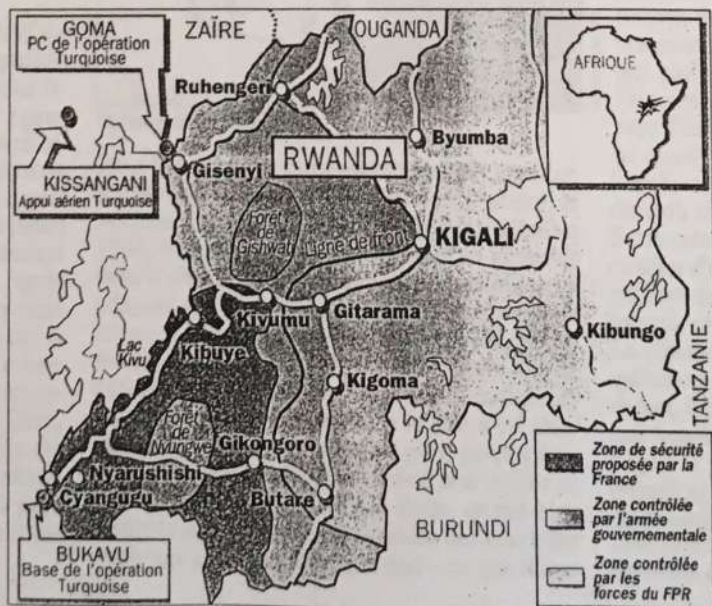
A Gysenyi - le « Vichy tropical » - , là où s'est réfugié l'ancien régime, on s'attend d'un moment à l'autre à voir débarquer les guérilleros du FPR.

pleines quand la guerre s'est déclarée. Habyari- mana avait eu la bonne idée de disparaître après la collecte des impôts payés par les Rwandais à la fin du mois de mars. Ce qui a permis, chose in- croyable dans un pays déchiré par une telle guerre civile, de continuer à payer les fonctionnaires. Il leur suffisait pour ça de se présenter à leur chef du personnel... « Le gouvernement travaille » fait-on sa- voir à la réception de l'hôtel. On se réunit en petit comité. On discute. Mais on passe rarement la

nuit sur place. En fin d'après-midi, le ballet de hélicoptères Gazelle fournis par la France met à l'abri les ministres les plus importants. Certains vont passer la nuit à Uvira, sur la berge zaïroise d lac Tanganika. On ne sait jamais. Des fois que le FPR précipite le mouvement.

Ce lundi, pourtant, le pouvoir hutu a pris quelques risques. Pour une histoire bête de consti- tution mal adaptée à des temps si tragiques, il fallu réunir au grand complet le gouvernement « une « nouvelle assemblée nationale » destinée à re- nouveler sa confiance au président de la Répu- blique, Théodore Sindikubwabo, le successeur d'Habyarimana. Ce grand évènement de la vie po- litique locale s'est déroulé en catimini, dans la petite salle polyvalente d'une école secondaire : une cérémonie étrange et presque ubuesque, au milieu de nulle part, au moment où Kigali

Butare, les deux principales villes du pays étaient en train de tomber dans l'escarcelle de l'ennemi. Sous la lumière tamisée de loupottes multicolores, le vieux président intérimaire enregistrant les prestations de serment des nouveaux députés. Avec son visage de pyrus inanimé, il ressemblait à un comptable au bout du rouleau. Seulement vivait sa main qui cochant avec un stylo en or les noms des députés - choisis par les partis politiques en cavale à Gysenyi - venus lui jurer fidélité. Il avait beau refaire ses comptes, seuls 54 députés « sur 70 inscrits » avaient fait voyage. Une scène qui se passait loin tout mais tout près du village natal natal feu le général major Habyarimana, Kigali. Un lieu symbolique, choisi également parce qu'il se trouve encore au cœur du dispositif des troupes gouvernementales. Un pré-carré qui rétrécit



une peau de
 semaines
 le lancement de
 quois les extrê-
 Hutus croient
 toujours en la France
 la « coopération mili-
 taire franco-rwandaise »
 mais leurs dirigeants
 sont plus sûrs de
 en comprendre le
 de cette opération.
 cette idée de zone de
 curité ne les séduit
 à moitié. Le péri-
 ètre envisagé est bien
 pp petit. « Ce ne peut
 re qu'un début. C'est
 ut le Rwanda que nous
 ulons voir transformé
 zone de sécurité. Il
 ut que les trois millions
 Hutus déplacés puissent partout rentrer chez eux »,
 t le conseiller d'un ministre. « Nous ne voulons pas
 une réserve indienne », lance-t-il à l'armée fran-
 aise suspectée désormais d'organiser la défense
 un « Hutu Land » à l'abri du FPR. « Si les Fran-
 is n'assurent pas la protection de tous les Hutus, nous
 rons en droit de considérer qu'ils sont venus effectuer
 une belle promenade avec beaucoup de publicité », me
 nfirmé le ministre des Affaires étrangères, Jé-
 me Bicomupaka, avant de traiter de « combat-
 nts du FPR » les quelques rescapés Tutsis



Aujourd'hui, beaucoup craignent que l'opération française, qui avait commencé sous un prétexte humanitaire, ne se transforme peu à peu en opération militaire pure et simple.

évacués par l'armée française. Il y a toujours beaucoup d'attente de la part des Hutus, qui espèrent du secours mais aussi des armes et un peu plus « d'efficacité » de la part de leur ancien allié. On n'y peut rien, les vieilles habitudes du passé finissent toujours par reprendre le dessus.

Une attente qui n'annonce rien de bon pour les hommes de Turquoise, déjà sur le point de se colleter avec les guerilleros du FPR. « Cette opération va devenir de plus en plus difficile à gérer », entend-on à l'aéroport de Goma, où le carburant pourrait

bien commencer à manquer si, ironie du sort, le gouvernement ougandais – soutien supposé du FPR – n'autorisait les camions transportant le carburant Jet One à transiter sur son territoire...

Pour sa part, Julienne a déjà choisi. Face au lac où elle n'a pas envie de moisir comme une boat people oubliée, face au volcan prêt à la dévorer dans ses flammes, elle choisit un « moindre mal » : rentrer chez elle à Kigali en misant sur une éventuelle réconciliation nationale.

LAURENT BIJARD

SAMEDI À L'ODEON Contre la barbarie

La guerre de Bosnie est une question européenne. Les intellectuels de tout bord qui la combattent, en solidarité avec le peuple bosniaque, même avec des approches différentes, ont estimé qu'ils devaient désormais étendre leur action à l'échelle européenne. Un certain nombre d'entre eux vont se réunir samedi 9 juillet à l'Odéon, à Paris, pour jeter les bases d'un Comité de Réflexion et d'Action, destiné à animer l'action en direction des opinions publiques et des gouvernements européens. Si la Bosnie reste l'épicentre de cette action, il est prévu qu'elle s'étendra à l'Algérie, au Rwanda et, de façon plus large, partout où le droit de l'homme est bafoué. D'ores et déjà, il est prévu à la rentrée un grand colloque sur la situation intellectuelle et politique de l'Europe au lendemain de la chute du communisme. Les lecteurs du « Nouvel Observateur » seront les premiers informés de tous les développements de cette initiative.

La réunion du samedi 9 juillet se terminera par un grand meeting à l'Odéon (entrée libre), où un certain nombre de personnalités françaises et étrangères prendront la parole.

PARMI LES ÉTRANGERS PRÉSENTS : Bronislaw Geremek (Pologne), Czeslaw Milosz (prix Nobel, Pologne), Peter Schneider et Helmut Duve (Allemagne), Rachid Boudjedra (Algérie), Josep Ramoneda (Espagne), Slatko Dizdarevic et Kulenovic (Bosnie-Herzégovine), Ivan Djuric (Serbie), Pietro Citani (Italie).

PARMI LES FRANÇAIS : Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, André Glucksmann, Gilles Martinet, Françoise Giroud, Pascal Bruckner, Daniel Rondeau, Pierre Hassner, Jacques Julliard et Jean Daniel.

PLAINTE POUR GÉNOCIDE

Les assassins que la France protège

Des Rwandais résidant en France ont engagé une action contre X pour poursuivre les responsables et les complices des massacres, dont certains sont repliés en territoire français

Ils sont tutsis, résident en France et portent plainte contre X devant la justice française pour génocide et crime contre l'humanité. Trois d'entre eux ont été les témoins directs de l'assassinat de leur famille au Rwanda. Deux avocats vont plaider en leur nom : William Bourdon, qui est aussi l'avocat de Médecins sans Frontières, et Daniel Jacoby, président de la FIDH (Fédération internationale des Droits de l'Homme). Ils ont déposé plainte devant le doyen des juges d'instruction de Paris, le 22 juin.

Selon M^e Bourdon, il n'est pas nécessaire d'attendre la mise en place par l'ONU d'un hypothétique tribunal international ad hoc pour le Rwanda. La France dispose d'un véritable « gisement juridique » qui lui permet de poursuivre ce genre de crime (1). Reste à l'exploiter, ce qui n'est pas une mince affaire. M^e Bourdon en sait quelque chose. C'est lui qui a déposé, en juillet 1993, la plainte bosniaque pour crime contre l'humanité. Six mois plus tard, le parquet, représentant la position du garde des Sceaux, a estimé que le juge français n'était pas compétent car la compétence universelle en matière de crime contre l'humanité ne s'applique que si les criminels présumés sont sur le territoire. Le juge Getti, magistrat instructeur désigné, n'a pas été de cet avis. Au terme d'une ordonnance très motivée, il pour sa part reconnu la compétence du juge français. L'affaire sera portée devant la cour d'appel à la rentrée.



Victimes du génocide

Pour faire valoir la cause rwandaise, M^e Bourdon a trois arguments supplémentaires. D'abord, le nouveau Code pénal. Entré en vigueur le 1^{er} mars 1994, il consacre un chapitre entier au génocide dont il donne une définition plus large et mieux adaptée aux situations actuelles. Ensuite, il se trouve parmi les cinq plaignants une Rwandaise mariée à un Français et mère d'une petite fille de nationalité française. La mère porte plainte au nom de la fillette, dont toute la famille a été massacrée au Rwanda. « Il faudrait que le parquet fasse des contorsions très difficiles en droit pour refuser sa plainte », estime M^e Bourdon. Enfin, quand bien même la présence de responsables des exactions serait une condition sine qua non – ce que réfute

absolument l'avocat –, la présence sur le sol français de certains proches d'Habyarimana paraît indiscutable.

Que la France ait procédé d'urgence, à partir du 9 mai, à l'évacuation de l'entourage d'Habyarimana n'est un secret pour personne. Ainsi, par exemple, Ferdinand Nahimana, animateur de la radio Mille Collines qui diffusait des incitations répétées aux massacres. José Kagabo, historien d'origine rwandaise, a connu Nahimana, alors qu'ils étaient tous deux étudiants à la faculté de Jussieu : « En 1991, nommé directeur de l'Office rwandais de l'Information, il conduisait déjà la propagande anti-Tutsis, bien avant de devenir l'idéologue de la radio Mille Collines. J'ai appris qu'il a été évacué sur Bujumbura par un avion français, puis qu'il a transité par Kinshasa avant de gagner Paris. » Même traitement de faveur pour « Monsieur Z », de son vrai nom Protais Zigiranyirazo, maintes fois désigné par le Comité international des Droits de l'Homme comme un membre éminent du Réseau Zéro (Zéro, comme zéro Tutsi), responsable de nombreux massacres.

Combien sont-ils, complices ou membres de l'ail dure du régime, à avoir trouvé refuge en France. Selon certaines sources, on aurait profité de l'évacuation d'un orphelinat de Kigali, le 9 avril, pour exfiltrer des membres de l'ancien parti gouvernemental, camouflés en accompagnateurs d'enfant. La plainte déposée la semaine dernière ne peut qu'embarrasser les autorités françaises. L'instruction et, éventuellement, le procès, pourraient jetter une lumière crue sur le rôle passé de la France à Kigali et sur son empressement à protéger les complices du génocide.

Anne Crigou
 (1) Parmi les textes visés, il y a notamment la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du génocide, la Convention de New York de 1948 et le nouveau Code péna